



Canadian Pork Council  
Conseil canadien du porc



CANADA PORK INTERNATIONAL  
CANADA PORC INTERNATIONAL



CANADIAN MEAT COUNCIL  
CONSEIL DES VIANDES DU CANADA



Canadian Cattlemen's Association

## **L'industrie canadienne de la viande rouge demande de nouveau au gouvernement du Canada de reprendre les pourparlers de libre-échange avec la Corée du Sud**

**Ottawa (Ontario) [19 octobre 2011]** Le Conseil canadien du porc, Canada Porc International, la Canadian Cattlemen's Association et le Conseil des viandes du Canada ont uni leurs forces pour presser le gouvernement du Canada de reprendre les négociations d'un accord de libre-échange (ALE) avec la Corée du Sud, interrompues depuis 2008.

Les industries canadiennes du porc et du bœuf craignent vivement que le fait de continuer à remettre à plus tard les négociations déjà entamées aura une grave incidence sur la compétitivité de leurs secteurs comme celle des autres industries canadiennes qui exportent vers la Corée du Sud, maintenant que le Congrès des États-Unis (le Congrès américain) a ratifié un accord de libre-échange avec la Corée du Sud le 12 octobre 2011.

« Le Congrès américain ayant récemment conclu un ALE avec la Corée, l'industrie canadienne de la viande rouge craint fortement que le report des pourparlers de libre-échange avec la Corée du Sud portera gravement atteinte à la compétitivité des secteurs du porc et du bœuf, entraînera des pertes d'emplois et une contraction du secteur de la production et de la transformation au Canada, signale le président du Conseil canadien du porc, Jurgen Preugschas. Selon une récente étude américaine, les avantages pour l'industrie porcine des États-Unis procurés par un accord de libre-échange avec la Corée sont de 10 \$ par porc. Les producteurs canadiens se priveront d'un tel avantage et risquent de perdre la position qu'ils occupent actuellement sur le marché coréen. »

« Un accord de libre-échange avec la Corée du Sud est crucial pour la santé du secteur canadien du porc, affirme le président de Canada Porc International, Édouard Asnong. Pour assurer la réussite et la viabilité de l'industrie canadienne du porc, nous devons accéder aux marchés en signant des accords de libre-échange et il est évident que sans l'intervention du gouvernement dans les pourparlers de libre-échange avec la Corée du Sud, l'industrie canadienne du porc accusera un recul en ne faisant rien. »

« Les principaux concurrents du Canada ont conclu ou négocient actuellement des accords de libre-échange avec la Corée du Sud, affirme M. Preugschas. Le commerce actuel de porc entre le Canada et la Corée du Sud, qui devrait atteindre 300 millions de dollars en 2011, pourrait disparaître complètement, au profit de ceux qui ont déjà accès à des tarifs préférentiels dans le cadre d'ALE. »

Le président du Conseil des viandes du Canada, Scott Entz, a ajouté que le Canada traînera derrière les États-Unis et l'Union européenne (UE) pour l'obtention de réduction de tarifs. « Après quelques années, le porc et le bœuf canadiens pourraient être exclus entièrement du marché coréen en raison de leur incapacité à concurrencer le porc et le bœuf provenant des États-Unis et de l'Union européenne qui bénéficieront de tarifs d'importation bien moindres », a déclaré M. Entz.

Le président de la Canadian Cattlemen's Association Travis Toews a dit pour sa part que « presque au même moment où nous espérons que la Corée lève son interdiction imposée sur le bœuf canadien, elle réduira le tarif du bœuf américain, ce qui pourrait bien annuler notre gain d'accès au marché. »

Avec sa population de 50 millions d'habitants, et la valeur élevée des produits qui y sont vendus comme les socs et les flancs de porc réfrigérés, le marché coréen est suffisamment important pour que la perte de l'accès à ce marché ait un impact majeur sur les prix du porc au Canada ainsi que sur les emplois en agriculture et dans le secteur de la transformation.

Nous appuyons entièrement les démarches du gouvernement visant à conclure un accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et nous reconnaissons les possibilités à long terme pour les secteurs du porc et du bœuf qui sont associées à cette initiative. Toutefois, le marché sud-coréen ne peut être remplacé du jour au lendemain et il deviendra difficile pour l'industrie canadienne de la viande rouge d'y maintenir le niveau de ses activités de longue date.

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec les personnes suivantes :

Jacques Pomerleau  
Président  
Canada Porc International  
613-236-9886, poste 240  
[pomerleau@canadapork.com](mailto:pomerleau@canadapork.com)

Gary Stordy  
Directeur des relations publiques  
Conseil canadien du porc  
613-236-9239, poste 277  
[stordy@cpc-ccp.com](mailto:stordy@cpc-ccp.com)

James Laws  
Directeur exécutif  
Conseil des viandes du  
Canada  
613-729-3911, poste 24  
[jiml@cmc-cvc.com](mailto:jiml@cmc-cvc.com)

Gina Teel  
Directrice des communications  
Canadian Cattlemen's Association  
403-275-8558  
[teelg@cattle.ca](mailto:teelg@cattle.ca)